

Débat avec Henri WEBER (extrait de la Revue socialiste, juillet-août 2003 n 13)

Henri Weber : Je pense que l'on peut estimer que le PS est libéral sur le plan politique. Il est à la pointe de la lutte pour l'extension des droits, des libertés, et de la démocratie. Il est également libéral sur le plan sociétal, des mœurs, et de la culture. Il est pour l'avènement d'une personne autonome capable de définir ses propres normes et valeurs, mais qui s'inscrit dans la société, et à ce titre se soumet à un certain nombre de règles collectives. Le PS est donc partisan d'un individualisme démocratique bien différent de l'individualisme égoïste toquevillien. D'ailleurs, Marx était un individualiste, tout comme le sont encore aujourd'hui les anarchistes. Mais sur le plan économique, le PS - et la social-démocratie dans son ensemble - reste anti-libéral.

Dans le langage commun, en France, le libéralisme renvoie au libéralisme économique défini par Adam Smith qui affirme que moins l'Etat intervient, mieux l'économie et la société se portent. C'est en s'en remettant aux initiatives individuelles que l'on atteint, dans la théorie libérale, l'allocation optimale des ressources. C'est la théorie de la « Main invisible ». Cette théorie s'est incarnée ces dix dernières années dans ce que l'on a appelé « le consensus de Washington et ses dix commandements ». Sur la plan national, cette théorie s'est traduite par l'idée que l'Etat devait se désengager, que l'entreprise privée était mieux avisée pour prendre les décisions économiques que la puissance publique, et qu'en conséquence, il fallait que l'Etat se concentre sur ses fonctions régaliennes. La social-démocratie ne partage pas cette théorie, et ne l'applique pas. Autrement dit, le mot de libéralisme est une sorte de « mot-valise » qui recouvre des réalités fort différentes. On peut être à la fois ultra-libéral sur le plan économique, ultra-autoritaire sur le plan politique, et ultra-traditionaliste sur le plan des mœurs ! Le mot libéralisme renvoie donc à trois dimensions. La politique économique du Chili de Pinochet était dirigé par les « Chicago Boys ». Le Chili était ultra-libéral sur le plan économique et ultra-dictatorial sur le plan politique. C'est pourquoi je récusé la confusion des trois éléments.

Pour aller dans ce sens, il me paraît nécessaire de revenir sur l'histoire de la notion de libéralisme. Cette doctrine économique avait été totalement discréditée par l'expérience des

Zaki LAÏDI

Le fond de l'affaire à mes yeux est que le PS n'est pas et n'a jamais été un parti social démocrate. Il ne dispose donc pas de relais puissants dans la société civile. Il n'y a pas d'espace naturel dans celle-ci. C'est fondamentalement un parti d'élus, encadré par des notables locaux, eux-mêmes coiffés et parrainés par députatifs présidentiables nationaux. Sous ces deux groupes qui se complètent sur la base d'un partage soigneusement codé des pouvoirs et des responsabilités, survivent des militants vieilliss et dépendants. Le plus grave est que les responsables socialistes ne semblent pas avoir une confiance immodérée dans leur propre parti et encore moins à sa force propulsive. En France, on a beaucoup raillé les partis à l'américaine qui n'existent qu'au moment des élections. Nous y sommes. La seule différence avec les partis américains tient à l'importance des financements publics qui contiennent la dérive par l'argent. La conséquence fondamentale de cette situation historique est que le PS n'a pas d'espace naturel dans la société en dehors de ses élus. Il ne dispose en réalité que de deux référents, deux totems : l'Etat quand il est au pouvoir, la Révolution quand il se trouve dans l'opposition. L'Etat et la Révolution. Ce double référent peut sembler bien étrange au XXI^{ème} siècle. Et il est probable que bon nombre de socialistes récuseraient de bonne foi cet appariement. Mais pour reprendre une métaphore héritée de cette même période, les faits sont têtus.

Commençons par l'Etat. Il est considéré comme un levier de commande décisif sans le contrôle duquel rien n'est possible. Le fait de ne plus croire à la socialisation des moyens de production ne change rien. Cette croyance a naturellement des fondements historiques qui remontent au moins à la Révolution.

. N'oublions pas la fascination qu'avait la gauche du PS pour le PC et son organisation. Elle est enfin entretenue par ce que j'ai appelé la culture d'élus du PS. La conquête du pouvoir d'Etat n'est tout simplement que la dernière marche du pouvoir. Quand le PS monte d'un cran sur l'échelle du pouvoir, ses élus grimpent aussi d'un cran. La « vie de parti » déjà bien terne devient alors inexistante. L'attente du pouvoir est la raison d'être du PS, même si je persiste à croire que la gauche et la droite ne font pas exactement la même politique.

Cette fascination pour l'appareil d'Etat et les leviers qu'il est censé receler, est tellement intériorisée qu'elle finit par être violemment niée. « Mais nous ne sommes pas

étatistes » répondent en chœur la plupart des socialistes. Sauf qu'une fois au pouvoir, ils ont bien du mal à identifier d'autres lieux que l'Etat pour penser le changement. Au demeurant, qui au PS est disposé à porter le projet d'une réforme constitutionnelle qui permettrait au protocole social de Maastricht qui pose que tout accord entre les partenaires sociaux a implicitement force de loi ? Qui est prêt à se demander si le code du travail lui-même, qui prétend protéger les salariés, finit, par son côté tatillon, par bloquer le dialogue social et l'implication des partenaires sociaux dans la recherche de solutions dynamiques à certains problèmes comme ceux du licenciement ? L'immense illusion du PS est de croire qu'il suffit de se dire « réformiste » pour l'être réellement, qu'il suffit de s'afficher social-démocrate pour l'être effectivement. A quoi tient cette illusion ? Au fait que l'on ne fait aucune différence entre l'idéologie et la culture politique. On a beaucoup parlé du 21 avril. Mais les leçons ont-elles été tirées ? Rien ne semble l'indiquer. Tout le monde dit assumer sa part de responsabilité. Mais on a du mal à voir où se trouve réellement cette responsabilité, sur quoi elle porte ou sur qui elle devrait porter. Or, tant que le PS ne s'interrogera pas sur sa culture politique et s'obnubilera sur son idéologie, il continuera à dépérir. Peut-être pas électoralement, mais très certainement sur le plan des idées. La facilité, d'ailleurs, avec laquelle le PS se moule dans l'appareil d'Etat est sur ce plan fascinante. C'est la raison pour laquelle le PS n'a jamais, depuis 1981, modifié quoi que ce soit à l'organisation du pouvoir d'Etat. La logique des cabinets, par exemple, que l'on voulait casser, n'a jamais été aussi forte. Les technocrates que l'on voulait casser n'ont jamais été aussi bien casés. Et il est intéressant de voir que même un Lionel Jospin qui nourrissait une profonde méfiance à l'égard de tous les non élus –et, il faut bien le dire, de la société civile en laquelle il voyait un compétiteur déloyal du politique- a poussé à son paroxysme l'exercice bunkerisé du pouvoir.

Une fois dans l'opposition, le décor change, mais les réflexes conditionnés par une longue histoire sont toujours là. On passe de la figure de l'Etat à celle de la Révolution. Certes plus personne ne croit au grand soir. Mais la mystique de la transformation sociale est toujours là. On parle de transformer la société sur le mode d'un leitmotiv sans se demander si le politique a vocation à véritablement transformer une société, ou si son ambition ne devrait pas être plutôt d'aider la société à se transformer en l'éclairant sur les grands défis qui s'offrent à elle. Or le simple fait de poser ce type de questions est potentiellement dommageable pour celui qui se risquerait à cet exercice. Car s'interroger sur la capacité du politique à transformer la société reviendrait à renoncer au volontarisme politique, à défendre une vision libérale de la société. Certes, dans les faits, la gauche au pouvoir n'arrive même pas à jouer ce rôle d'éclaireur de l'avenir. Mais l'important n'est pas là. Il est de faire

semblant.. Tout ceci vient du fait que les véritables débats de fond n'ont pas lieu. Il serait par exemple intéressant de se demander ce que « transformer la société » veut dire. Il serait indispensable aussi de se demander s'il est encore possible de se référer à « la société » alors que le Nous collectif auquel il s'identifiait devient problématique.

Dans ce contexte, l'idéologie revient en force. Elle est source d'identité. En soi, le débat idéologique est essentiel. Mais la manière dont il est conduit incite à penser qu'il s'agit d'un positionnement entre des acteurs qui tacitement savent que l'essentiel ne se joue pas là. Au demeurant, les prétendus clivages au sein du PS entre « sociaux-démocrates » et les autres n'ont rien de sociologiques. Ils sont idéologiques, ce qui conduit nécessairement à ne pas les surestimer. De surcroît, ils ne touchent en réalité qu'un nombre limité d'acteurs. Dans les sections, les comptes rendus de mandat ont incomparablement plus de place que les débats de fond. Dans un parti d'élus, les militants sont avant tout des masses de manœuvres pour Congrès. Le débat idéologique a une fonction d'occultation et non de révélation.

Le débat sur le social libéralisme en témoigne. Les anathèmes pleuvent. Mais cette pluviométrie politique reste pauvre en débat. On ne dit pas ce qu'est le social libéralisme et on ne dit surtout pas ce que l'on pourrait lui opposer. Dans ce jeu de dupes, les responsabilités sont toutefois partagées.

Les réformistes refusent parfois de s'assumer comme tels, attisant la réaction de ceux qui pratiquent la surenchère pour les forcer à se dévoiler. On est alors plus dans la guerre des nerfs et dans le jeu d'esquive que dans le débat idéologique. Pousser à la faute idéologique (« la dérive droite ») ses adversaires politiques reste un élément essentiel du processus de légitimation politique interne du PS.

Pendant longtemps ce jeu était alimenté de l'extérieur par le parti communiste et après Epinay par le PC et le CERES. N'oubliez jamais que jusqu'à la chute du Mur de Berlin, le PS refusait de se définir comme un parti social démocrate ! Avec la mort clinique du PC, on aurait pu penser que les choses changeraient. Il n'en est rien. Le pouvoir d'intimidation vient désormais de l'extrême gauche. Mais cette explication, que j'ai moi-même développée- n'est peut-être pas suffisante. Je crois que pour beaucoup de gens du PS, cette figure emblématique de la Révolution est la dernière balise qui leur reste. La dernière digue avant le déferlement. Si nous ne croyons même plus à la transformation sociale, à quoi pourrait-on donc croire ? Posé en ces termes, la réponse est effectivement : à rien.

En revanche, si l'on accepte de changer de pied, de considérer que certains enjeux sont morts, que d'autres apparaissent, les clivages idéologiques et les responsabilités du politique

s'éclairent d'un jour nouveau. Comment expliquer que débattre du clonage thérapeutique est bien plus fondamental que de s'interroger sur l'ouverture du capital d'Edf ?

Le résultat de tout ceci est que le PS apparaît effectivement comme un parti conformiste. Il ne surprend plus. Ses attitudes sont prévisibles. C'est un parti comme les autres, avec toute la connotation que cette banalisation implique. Il est bien implanté dans le paysage électoral, ce qui, paradoxalement, conduit ses dirigeants à ne pas se remettre en cause. Il ne gêne plus personne. Il indiffère. Le PS est partie prenante du «monde vécu de la politique», un mode en soi, codifié, au même titre que le «monde vécu du sport» de la chanson ou des chasseurs...

Venons en maintenant à la question du social-libéralisme. Intellectuellement, je crois qu'il existe une tradition historique d'origine italienne qui s'appuie sur le socialisme libéral. Son théoricien était Carlo Rosseli et son véhicule fut pendant une très courte période, entre 1942 et 1947, le Parti d'action. Le fait que cette formulation du socialisme libéral ait eu lieu en Italie ne relève pas d'un pur hasard. Avant Rosseli, Einaudi et Croce avaient débattu de l'articulation entre le libéralisme éthico-politique et le libéralisme économique. Pour Einaudi, les deux mots sont liés. En cela, il était pleinement et authentiquement libéral. Croce ne partageait pas cette idée. Pour lui, la liberté est un idéal moral qui ne saurait préjuger la nature des instruments économiques mis en œuvre dès lors que leur finalité reste l'élévation morale de l'individu. Norbert Bobbio a fort bien résumé ces débats historiquement importants et intéressants.

Le problème est naturellement de savoir comment ces débats peuvent être reformulés aujourd'hui et quel type de réponse la gauche peut essayer d'apporter. Dans le débat politique, le point de cristallisation porte sur le lien entre ce que, par simplification, on appellerait le libéralisme politique et le libéralisme économique. Vous me dites que la gauche accepte la première dimension du libéralisme mais conteste la seconde. Vous établissez une ligne d'étanchéité entre les deux composantes du libéralisme et vous confiez à l'Etat le soin de la protéger.

Cette ligne d'explication est parfaitement recevable en termes généraux. Mais elle me semble à la fois défensive et en réalité peu tenable sur le moyen terme. Pourquoi ? Parce que je ne crois pas que les logiques et les dynamiques culturelles du libéralisme vues sous l'angle d'une recherche croissante de plus d'autonomie individuelle soit si déconnectées de la logique marchande. Je ne pense pas que la logique du marché soit une sorte de prothèse violente imposée à une société qui n'en voudrait pas. Je crois que l'individualisation des préférences et des choix et la logique du marché se complètent, sans être convaincu que le marché soit si

extérieur à la société. Il suffit d'ailleurs de voir combien le consumérisme social gagne dans la consommation de biens publics comme l'éducation, pour se convaincre qu'il n'y a pas besoin d'avoir de véritables marchés pour que des comportements de marché se développent. C'est pourquoi, après avoir moi-même parlé le premier du glissement de l'économie de marché vers la société de marché, je m'interroge. Je constate au demeurant que la gauche a été pendant cinq ans incapable d'aller au delà de cette simple formule. C'est à cela que l'on mesure l'extrême faiblesse intellectuelle au sein de la gauche. Il faudrait s'interroger d'ailleurs sur cette faiblesse. Tient-elle au fait qu'accaparé par le pouvoir le PS n'a pas le temps de se consacrer aux questions de fond ? Tient-elle au contraire que l'on s'en tient aux slogans pour éviter de débattre du fond. Car si l'on débattait du fond on constaterait que les slogans ne tiennent pas et que la complexité du réel ne s'épuise pas dans le simplisme des formules creuses. Je m'interroge non pas sur la nécessité de défendre des biens publics. Elle me paraît indispensable. Mais je serais tenté de penser que la notion de bien public est évolutive, que le bien public ne s'identifie pas exclusivement à la propriété publique, que le marché peut aussi être mis au service du bien public. En amont du débat sur les services publics, il faut s'interroger sur ce qu'est le bien public, sur ce qu'est un bien public.

Prenons, si vous le voulez bien, un exemple : celui des télécommunications et du téléphone. Il y a encore vingt ans, le téléphone était un bien public, parce qu'il était relativement rare, que le coût de son installation n'était pas négligeable pour les plus défavorisés, parce que le pays était inégalement quadrillé. Mais aujourd'hui, qui peut dire que le téléphone est encore un bien public ? N'est-ce pas plutôt un bien de consommation que l'on trouve dans les supermarchés ? Son coût, est bien inférieur au branchement d'une ligne fixe. A partir du moment où un bien collectif devient de facto un bien de consommation courante, il perd son caractère de bien public. N'y a-t-il plus pour autant d'obligation de service public ? Non. Mais l'obligation concerne un seul domaine : la couverture nationale du réseau de manière à ce que certaines régions ne soient pas démunies. Qui doit assumer cette responsabilité ? L'Etat ? La réponse est non, car à partir du moment où le secteur est concurrentiel, l'obligation de service public doit être assurée par tous les opérateurs, sans que les opérateurs publics aient plus d'obligations que les autres. Dans le cas des télécommunications, on voit bien que l'enjeu de la propriété publique n'a plus de sens. Le seul élément décisif, c'est l'existence d'obligation de service public que l'Etat doit imposer aux opérateurs. Mais pour cela, il n'y a pas besoin d'un Etat propriétaire. Ce qui se passe avec les télécommunications se passera dans moins de dix ans avec l'énergie car l'électricité deviendra à son tour un bien de consommation. Je vous rappellerai d'ailleurs à ce propos qu'il

y a de cela dix ans, la privatisation de Renault était vue comme une braderie des bijoux de famille. Aujourd'hui, personne n'oserait avancer un tel argument. Est-ce parce que l'idéologie néo-libérale se répandrait ? Peut-être, mais ce n'est pas le fond du problème. A la Libération, l'accès à l'automobile relevait presque du service public. Aujourd'hui l'automobile est devenue un bien de consommation. Alors, me direz-vous, y a-t-il une évolution irréversible vers la transformation des biens publics en biens de consommation ? La réponse est encore à nuancer.

Prenons un autre exemple : celui de l'éducation. Doit-on tenir ce secteur en dehors du marché ? La réponse est a priori oui, même si ce n'est plus tout à fait le cas. Mais là encore, on ne peut pas se contenter d'une position de principe défensive. Prenons l'exemple de l'enseignement supérieur. Supposons que demain, une grande université britannique vienne s'installer à Paris. Faut-il s'y opposer ? Si on veut être cohérent avec l'idée d'un monopole public sur l'enseignement supérieur, la réponse est clairement oui. Maintenant, croyez-vous sérieusement que cette position soit tenable ? Je ne le crois pas. Nous assistons véritablement à la naissance d'un marché de l'enseignement qui entre dans la logique de compétition des systèmes sociaux. Si cette logique n'est pas encadrée, elle produira des effets désastreux. Les étudiants aisés iront vers le privé et les autres dans le public, car le privé jouera sur la compétition salariale entre les enseignants. Aujourd'hui, la France n'attire pratiquement aucun enseignant du supérieur étranger de très haut niveau, car il n'y a pas de marché de l'enseignement et de la recherche. Mais nous savons tous que cette évolution est inéluctable. Et c'est parce que cette évolution est inéluctable qu'il faudra, d'un côté, rendre notre système national plus compétitif, plus méritocratique, plus lié à la performance individuelle et, de l'autre, imposer des obligations aux universités privées.

L'éducation resterait fondamentalement un bien public. Mais cette qualité de bien public ne peut pas être garantie par le simple fait qu'elle serait totalement protégée du marché et monopolisée par l'Etat. Ce dernier gardera toujours un pouvoir décisif en matière de reconnaissance des diplômes.

Il y a cependant une réflexion doctrinale que la social-démocratie doit mener pour se situer face au libéralisme.

Il y a des idées libérales que la social-démocratie peut très légitimement s'approprier. Parmi elles figure celle d'une lutte permanente de chaque individu pour son autonomie sociale. Ce fut d'ailleurs une idée que Marx lui-même défendit avant qu'elle soit engloutie par le principe

de la lutte des classes. L'action collective ne peut pas avoir d'autres finalités que la promotion de l'autonomie de l'individu. Certes, les conditions dans lesquelles cette autonomie se construit et se développe posent de nombreuses questions. Mais c'est d'elle qu'il faut partir pour comprendre le jeu social et non pas de l'adhésion abstraite à un système de valeurs.

Il y a ensuite des idées libérales que l'on doit actualiser en les retournant pour ainsi dire contre les néo-libéraux. Il y a en effet dans la philosophie libérale l'idée que l'individu doit lutter contre tous les pouvoirs. Mais parmi ces pouvoirs figure aussi le pouvoir du marché. Or, curieusement, les néo-libéraux refusent de considérer le marché comme un lieu de pouvoir. Ils n'y voient qu'un système d'allocation optimal des ressources rares. Or nous savons que cette hypothèse n'est pas toujours vérifiée. Le marché est un mode d'allocation des ressources rares *et* un pouvoir. C'est donc finalement être libéral ou social-libéral que de se préoccuper de l'emprise excessive du marché sur l'autonomie des individus.

Enfin, il y a des idées libérales que la social-démocratie ne peut pas accepter en tant que telles. Notamment le principe selon lequel la division du travail et l'échange par l'argent sont le seul substitut à la domination. Ils ne peuvent pas non plus accepter spontanément l'idée que le marché libère le dominé du dominant. Cela peut paraître paradoxal, mais il revient aux sociaux-démocrates de nuancer une philosophie libérale et surtout néo-libérale qui a du mal à se renouveler. Le libéralisme s'est historiquement développé sur la base d'une lutte pour l'autonomie des individus face aux tutelles de l'Eglise et de l'Etat. Mais qu'a-t-il à dire quand ces deux objectifs ont été globalement atteints ? Rien. Il appartient donc à la social-démocratie de réfléchir non pas à une nouvelle articulation entre l'Etat et le marché, mais à la combinaison entre l'Etat, le marché et ce que, par commodité, on appellera la société civile.